

GIAT :Lettre ouverte du Parti Communiste français au Préfet

Monsieur le Préfet,

A l'occasion de votre dernier point presse, vous avez longuement évoqué la situation du Giat, ce qui, somme toute, est la moindre des choses face à la catastrophe que représente pour les salariés et pour l'agglomération tarbaise, le plan de casse Giat 2006. Vous faites le constat que le plan social est désormais finalisé et vous dites même qu'il a été "amélioré" autant qu'il pouvait l'être. La preuve, dites-vous, certaines organisations syndicales l'ont signé et d'autres ont arrêté de le contester en justice. Cette présentation de la situation est inexacte puisque, lors de la tenue du dernier Comité Central d'Entreprise, toutes les organisations syndicales ont voté contre le plan Giat 2006.

Il faut bien comprendre que les élus représentants des salariés ne disposant d'aucun pouvoir de décision, le plan est passé en force par la volonté unique du PDG de Giat, de la Ministre de la Défense et du Président de la République. A partir de là, les syndicats ont donc bien été obligés de "négocier tacitement" le volet social de plan. C'est de cela dont il s'agit. Vous le savez, les solutions industrielles viables et crédibles, élaborées par les salariés et leurs experts, ont été de manière permanente repoussées avec mépris par la direction de Giat et par le gouvernement.

C'est un entêtement à caractère dogmatique ne prenant en compte que le point de vue du libéralisme économique et financier. Il est aussi idéologique car guidé par une vision unilatérale de la mondialisation capitaliste et de la construction de l'Europe, bradant la réponse à nos besoins, notre indépendance et notre défense nationales. Le fait que malgré l'écœurement des salariés, la direction veuille à tout prix finir les tourelles Leclerc démontre, s'il en était besoin, la nécessité de l'outil industriel Giat.

Vous comprendrez aisément que face à ce véritable diktat, vous soyez resté tout seul autour de la table.

Ceci est tout à l'honneur de tous ceux, élus, collectivités, organisations, populations qui ont condamné le gouvernement, l'État et ont soutenu pendant de longs mois les arsenalistes (la moindre des condamnations n'étant pas les votes des 21 et 28 avril).

Aujourd'hui, vous invitez ces collectivités, qui s'étaient mobilisées pour défendre Giat au plan industriel, à se mobiliser aussi pour aider au reclassement, notamment dans la fonction publique territoriale. Votre appel prouve que le "plan exemplaire" de Madame Alliot-Marie est en fait dans ce domaine une vaste improvisation comme par exemple: les postes défense déjà pourvus quand des salariés se portent volontaires.

Les élus sont en droit de demander des comptes. C'est l'État et Madame Alliot-Marie qui se sont engagés à reclasser tout le monde. C'est donc à eux de payer. Tout le monde sait que les collectivités locales et territoriales disposent de moins en moins de moyens financiers et doivent faire face à de plus en plus de charges dont l'État se dessaisit.

Ce n'est pas la décentralisation de Monsieur Raffarin qui va arranger les choses.

Il ne serait tout de même pas moral que ce soit les contribuables de l'agglomération qui payent au prix fort la décision du gouvernement de transformer le bassin d'emploi en un désert

industriel. Nous comptons sur vous, Monsieur le Préfet, pour exiger, avec nous, que des moyens financiers nouveaux soient dégagés afin que les collectivités puissent faire jouer la solidarité nécessaire sans se mettre sur la paille.

Nous comptons également sur vous pour garantir que les niveaux d'embauches soient équivalents et que le cas échéant les compensations de salaires soient justes et effectives (la situation moyenne d'un salarié de Giat correspond plutôt à la situation d'un cadre B de la fonction publique minimum).

Deux possibilités existent : soit l'embauche au bon niveau, soit la mise à disposition par l'État, avec salaire compensé (disposition prévue dans le plan).

Pour terminer, comme vous annoncez la tenue d'un prochain comité de site et vous soulignez la chance de l'implantation de "SAGEM" à Tarbes, nous pensons qu'il faut encore travailler à la possibilité de voir d'autres implantations industrielles se concrétiser, ce qui, bien entendu, permettrait à ceux qui le choisissent, de rester vivre et travailler au pays. Cette implantation "SAGEM" souffre toutefois d'une contradiction majeure: son cœur de métier "armement" est le même que celui du Giat qui pouvait très bien prendre ces créneaux de productions.

Voilà, Monsieur le Préfet, l'état d'esprit qui anime les élus communistes et républicains ainsi que la Fédération du PCF qui sauront rester attentifs au développement de cette situation ».